

sant torrent d'énergie de la classe ouvrière contre le régime capitaliste depuis la grève générale de 1926. Les dirigeants de l'aile droite en sont conscients. Ils s'efforcent de maintenir le mouvement dans les limites de l'arbitrage avec l'espoir que le gouvernement et les patrons lâcheront suffisamment pour apaiser leurs membres. L'ennui est que l'appauvrissement et les conditions instables du capitalisme britannique laissent peu de ressources pour faire des concessions de cet ordre.

En attendant, toute le mouvement ouvrier est dressé contre les propositions toriques de dénationaliser les transports, ce qui est considéré comme le premier pas vers la restauration de toute l'industrie nationalisée au capital privé. Par cette escroquerie pure et simple, « Ali Baba Churchill et ses quarante voleurs » ont l'intention de livrer à leurs amis spéculateurs et profiteurs un équipement de transport routier valant plus de 60 millions de livres.

Les transports nationalisés ont non seulement fourni de meilleurs services au public mais considérablement amélioré les conditions de salaires et de travail de leurs employés. Les ouvriers de cette industrie sont maintenant tous organisés. Ils jurent que, même si les conservateurs font passer leur loi au Parlement, eux n'accepteront jamais son application et résisteront à tout retour « aux mauvais jours ». Les dirigeants du Labour Party ont déclaré officiellement qu'ils renationaliseront les transports si les toriques poursuivent leur plan de pillage et tenu des meetings de protestation sur cette question dans les principales villes.

Les cheminots et les mineurs ont déjà promis de soutenir toute action des routiers pour la défense de leurs intérêts. A Nottingham, le secrétaire général des cheminots, Jim Figgins fit allusion aux grèves de 1918 comme un exemple de soutien que sa corporation pourrait donner.

C'est dans cette atmosphère que s'est tenu le congrès annuel des Trade Unions britanniques à Margate au début de septembre. Jusqu'alors le Congrès était complètement sous l'emprise de son Conseil général dominé par l'aile droite. Celle-ci, qui repose sur les grands syndicats généraux (1), mobilisa toutes les forces dont elle disposait pour faire passer sa politique conservatrice sur le réarmement et la politique extérieure, la propriété publique et les salaires.

Le Conseil général se fit agressivement le champion de l'alliance atlantique et justifia « le réarmement le plus grand possible ». Ce rapport fut adopté à une majorité de 4 contre 1. Mais ce ne fut pas un succès aussi fulgurant qu'on a bien voulu le représenter dans la presse. L'opposition était divisée sur trois mo-

tions. Même ainsi elle rassembla près de 2 millions de voix. Tout le vote des mineurs fut porté pour le Conseil général, bien que les conférences des mineurs écossais et gallois aient voté contre le réarmement.

Les délégués montrèrent leur attitude véritable quand immédiatement après ils votèrent une résolution en faveur de la prohibition de la guerre bactériologique en dépit des protestations des dirigeants de l'aile droite.

Une défaite encore plus grande fut infligée à la droite sur la question des nationalisations dans l'industrie. Une motion appelant à la résistance aux dénationalisations toriques ajoutait : « Le Congrès réaffirme sa foi dans les principes de propriété sociale, mais reconnaît que, si leur application reste limitée à un nombre restreint d'industries et de services, les avantages globaux de la propriété sociale seront perdus. Il salue par conséquent la déclaration du Labour Party d'étendre la propriété sociale ». Elle demandait au Conseil général d'étudier des plans pour étendre les nationalisations et démocratiser les industries nationalisées et de soumettre ces plans au prochain Congrès pour ratification et inclusion dans le programme électoral du Labour.

Cette motion fut votée par 4.542.000 voix contre 3.210.000, soit une majorité de 1.332.000 voix malgré les efforts frénétiques du Conseil général pour la stopper.

Cette position est extrêmement significative. Le président des syndicats de l'industrie chimique, Edwards, déclara explicitement que le vote de cette résolution signifiait que le mouvement travailliste devait être ramené à son objectif fondamental d'« établir une Angleterre socialiste » et non une économie mixte. La décision était un blâme non seulement pour le Conseil général mais aussi pour ces éléments de l'aile droite du Labour Party qui préchaient que la nationalisation de l'industrie n'était pas nécessaire pour le socialisme.

Cela montre que les ouvriers britanniques ont appris directement de leurs expériences qu'on ne peut arrêter les nationalisations à mi-chemin. Pour protéger les gains déjà acquis dans les secteurs nationalisés, ils doivent étendre ceux-ci au reste de l'économie. Bien qu'ils aient de nombreuses raisons de se plaindre de la direction des usines nationalisées, les ouvriers n'ont pas l'intention de laisser les toriques rendre celles-ci à l'industrie privée. Ils proposent de surmonter ces insuffisances en allant de l'avant. Ce point fut souligné par Arthur Horner quand il promit le soutien des syndicats de mineurs à la lutte contre les dénationalisations. « Nous sommes d'avis que ce qui est bon pour l'industrie de base de ce pays est aussi bon pour les autres industries vitales... Il ne peut y avoir dans l'industrie minière une oasis de prospérité nationalisée entourée en même temps par un appau-

(1) De très gros syndicats groupant des travailleurs à occupations très diverses, non organisés par ailleurs.